

La Vigie

Sète lutte contre l'extrême droite

Numéro 4 -juin/juillet 2025

Corruption entre Législatives et Municipales à Agde : la bataille entre Lopez-Liguori et Varesano.

Suite aux élections législatives 2022, le journal *Libération* nous l'apprenait le 3 juin, Jean-Louis Cousin, cadre du RN à Agde, a déposé plainte contre le député de la 7^{ème} circonscription Aurélien Lopez-Liguori.

De quoi l'accuse-t-il ? D'irrégularités financières lors de la campagne, de corruption et d'usurpation d'identité dans la dernière campagne législative. Très précisément les chefs d'accusation sont la « *soustraction* », et le « *détournement ou destruction de biens d'un dépôt public par le dépositaire ou un de ses subordonnés* ». Rien que cela !

Tout d'abord les irrégularités financières : mandataire du député, Jean-Louis Cousin révèle que, sous la pression des parents de Lopez-Liguori, il avait dû accepter de n'être qu'un homme de paille, signant par exemple une quinzaine de chèques en blanc au père du député, André Lopez.

Irrégularités dans le protocole de gestion des comptes de campagne (directement gérés par Carole Liguori, la mère du député), irrégularités dans le remboursement des frais de campagne, fraude : la liste est longue.

Et la corruption ? Oui, la corruption aussi : 3 militants frontistes confirment auprès des journalistes de *Libération* qu'ils ont reçu des pots de vin, de l'argent liquide de la part du père du député.

Usurpation d'identité ???

Oui, Aurélien Lopez-Liguori a bien créé une adresse mail à la place du mandataire « *pour tout ce qui [devait] avoir attiré au mandataire financier* », reconnaît-il dans un mail, selon *Libération*. Grâce à cela il pouvait signer au nom de Jean-Louis Cousin auprès du siège du RN, des banques, des fournisseurs. On n'est jamais mieux servi que par soi-même, n'est-ce pas, surtout quand on n'est pas économiste ...

N'oublions pas qu'Aurélien Lopez-Liguori a été pendant les législatives 2022 le deuxième candidat RN ayant dépensé le plus d'argent pour sa campagne : 59 856 euros, devant Marine Le Pen, avec 55 527 euros !

Marine Le Pen et Jordan Bardella ont été informés de toutes ces dérives, aux dires de l'ancien mandataire, et ce dès janvier 2025, mais ils ont fait la sourde oreille.

Pour Aurélien Lopez-Liguori rien de tout cela n'est vrai, il s'agirait d'une vendetta. Pourquoi ? C'est là que rentre en jeu la campagne pour les prochaines municipales, car bien qu'élu d'opposition au conseil municipal de Sète, le député Aurélien Lopez-Liguori ne brigue pas la place de maire dans sa ville, mais à Agde.

Or le mandataire, Jean-Louis Cousin, est le compagnon de Fabienne Varesano, l'ancienne suppléante de Lopez-Liguori aux Législatives et nouvelle rivale aux municipales. Candidate à la mairie d'Agde à laquelle le RN a préféré Liguori, elle a très mal pris la candidature de celui-ci et se présente désormais sans étiquette. En mai elle confiait au journal satirique *La pieuvre du Midi* (N° 400 de mai 2025) qu'elle s'attendait à des coups bas.

Aujourd'hui Fabienne Varesano, tout en rappelant les distances prises avec Liguori depuis 2022, semble temporiser et refuse « *de s'immiscer dans cette affaire* » (*Midi Libre*). Façon de dire que c'est à la justice de se prononcer, pied de nez que lui renvoie bien Adrien Liguori Lopez quand il conclut que Jean-Louis Cousin était au courant de tout, depuis le début...

Décidément, au local comme au national, le linge sale du RN ne se lave plus en famille mais devant les tribunaux.

Faits & méfaits du député

La Gazette numéro 2 : le député prend quelques libertés avec la vérité

Le numéro 2 de la « Gazette du Député » Aurélien LOPEZ-LIGUORI a été largement diffusé dans Sète et la circonscription. Un écho à notre rubrique « Faits et méfaits du député » ?

Dans ce numéro, il fait état de :

- **270 interventions depuis son élection (ce qui équivaut à une par jour en moyenne, ...c'est beaucoup !).**

Selon le site de l'Assemblée Nationale, il est en fait intervenu au cours de 5 séances publiques à l'Assemblée et de 7 séances en Commission des Lois. Globalement, ses thèmes d'intervention relevaient des « axes » qu'il développe au fil des pages de La Gazette : soutien aux viticulteurs et aux pêcheurs, lutte contre l'immigration clandestine et le narcotrafic, et domaine du numérique.

- **300 amendements déposés... on en retrouve, au plus, 4 ou 5 dans les recueils de la Commission des Lois.**

- **140 propositions de lois... le député n'a été à l'origine d'aucune...**

Alors, mensonge délibéré ou gonflement abusif de la réalité (comme hélas trop souvent dans la communication politique) ? Explication tentante. Aurélien Lopez-Liguori s'attribue probablement le volumineux activisme du RN à l'Assemblée Nationale (300 amendements, 56 propositions de lois). **Tricher à ce point, c'est mentir.**

Faits & méfaits de l'extrême droite dans le département

Pacull gaulliste de circonstance

Lors de la séance du Conseil municipal de Sète, suite à la condamnation et l'inéligibilité de l'ex maire François Commeinhes, on a entendu le représentant de l'extrême droite dans la ville, Sébastien Pacull, faire l'éloge d'André De Rinaldo, (ancien gaulliste, et fils de résistant) qui fut le 1er adjoint de l'ex maire pendant 10 ans. Les véritables héritiers du gaullisme ont dû apprécier d'être « récupérés » par un proche du RN, parti issu, lui, d'un mouvement qui a été fondé par un grand nombre de pro-Algérie Française et membres de l'OAS (organisation qui a voulu assassiner De Gaulle) ...

Avec le glissement vers les extrêmes de la droite française (Ciotti, Retailleau, Darmanin, Wauquier et autres) la convergence de l'union de toutes les droites semble devenir la stratégie du RN pour les prochaines élections, en premier lieu les municipales.

Alès, agression au Prolé

Le 30 mai, dans la soirée, en pleine fêria à Alès (Gard), une douzaine de militants du groupe d'extrême droite le Block montpelliérain a fait irruption dans le bar le Prolé, connu pour être le rendez-vous des militant-es et sympathisant-es communistes.

Gaz lacrymogènes, coups de pieds et de poings...

Une vingtaine de personnes ont été blessées, dont un militant communiste cheminot hospitalisé en urgence. De tels actes prouvent que les activistes d'extrême droite se sentent de plus en plus protégés en agissant de la sorte. D'ailleurs, ils étaient venus deux jours auparavant faire des repérages et coller des stickers aux alentours.

Un rassemblement de protestation et de dénonciation, réunissant plus de 1 000 personnes, a eu lieu le lundi 2 juin à Alès, et un autre à Montpellier le 4 juin.

On ne peut que s'étonner du manque d'empressement du Ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau à réagir à cette agression : « alors qu'il protège ces mêmes groupes fascistes et ultra violents dans toutes les manifestations pacifiques.



Numéro Spécial - journée du 07 juin 2025

Quand l'extrême droite gère des villes Beaucaire - Béziers- Perpignan

Gestion des comptes publics, vie associative, politique culturelle, sécurité, « identité », démocratie, qu'est-ce qui caractérise la gestion des municipalités actuellement dirigées par le Rassemblement National et ses alliés dans notre région ? **Quels enseignements en tirer ?**

Six militant.es de trois villes de l'ex Languedoc-Roussillon (Beaucaire, Béziers et Perpignan) ont répondu, le samedi 7 juin 2025, à l'invitation du **Collectif Sète lutte contre l'extrême droite** sur le thème : « on les a déjà (trop) essayés ! ». Leur connaissance du territoire, leur pratique militante et le dialogue qui s'en est suivi ont permis d'engager une réflexion commune et d'éclairer des pistes d'action.

L'extrême droite, n'arrive pas en douce

Beaucaire, Béziers, Perpignan, trois villes qui font partie des aires urbaines les plus pauvres de l'ex-Languedoc-Roussillon. Ces municipalités ont été gérées, depuis des décennies, par une droite autoritaire, clientéliste et ultralibérale. Un terreau favorable.

Une « gauche » fragmentée

La fragmentation des listes de « gauche », dès le premier tour et pire au second, a favorisé l'élection des candidats d'extrême droite. Ainsi, Julien Sanchez a été élu, une première fois, à Beaucaire à l'issue d'une quadrangulaire et Robert Ménard accède par deux fois au pouvoir face à des listes de gauche désunies.

L'extrême droite, un choix réitéré sur fond d'abstention

Les électrices et électeurs de deux des trois villes (Beaucaire et Béziers) ont choisi en 2020 de renouveler leur confiance aux maires d'extrême droite. Tous deux ont été réélus dès le premier tour, mais dans un contexte de forte abstention et de stagnation voire de diminution du nombre de voix. A titre d'exemple, à Béziers Robert Ménard obtient en 2014 14867 voix au second tour (46,99 %), et au premier tour des élections de 2020, 13419 voix (68,74 %) mais avec une abstention de 56 %.

Services publics, travaux, vie associative

Dépenses en baisse... pour les services publics

Les municipalités de Beaucaire et Béziers – un peu moins celle de Perpignan – s'attellent, du moins dans leurs déclarations, à « baisser les taxes locales et rationaliser les dépenses ». Ces mots d'ordre conduisent les trois municipalités à réduire le nombre de fonctionnaires territoriaux, déléguer des services publics au privé comme les crèches (celles qui accueillent les enfants...) ou les services de nettoyage, baisser les subventions aux CCAS. On remarque aussi l'abandon des travaux dans les écoles publiques et leur sous dotation en moyens financiers et humains au profit, comme à Béziers, des écoles privées... Résultat : une détérioration des conditions de travail des personnels municipaux, et pour les habitant.es, notamment les plus vulnérables, des besoins non satisfaits.

La vie associative et l'action sociale en font les frais

Les trois municipalités réalisent des « économies » sur le dos des associations intervenant en soutien aux plus démunis.es. La CIMADE, les unions locales des syndicats, certaines associations socioculturelles, en ont d'ores et déjà fait les frais. Nombre d'entre elles, présentes dans les quartiers précarisés ou auprès de publics en difficultés, sont fragilisées et certaines ont disparu au profit d'associations compatibles avec la politique municipale comme à Perpignan avec *Le printemps de la liberté d'expression*, manifestation qui réunit des « intellectuels » d'extrême droite.



Au profit de « grands travaux » ciblés

L'action municipale se consacre prioritairement à la rénovation des centres villes, dont la fonction de « vitrine » est valorisée au détriment des commerçant.es, habitant.es, marchés populaires et autres lieux de mixité mis hors du périmètre privilégié. Cette action s'accompagne, comme à Beaucaire et à Béziers par exemple, d'une politique de « grands travaux », censée améliorer l'image de la ville en encourageant l'arrivée de populations plus favorisées.

Mais campagnes de communication et ...frais de justice en hausse !

Les économies réalisées au détriment des familles les moins aisées et des politiques sociales et culturelles locales sont réinjectées dans de nombreuses campagnes de communication.

Pour raconter leurs projets et promouvoir leurs choix, les trois municipalités recourent à des budgets de communication décuplés, passant par exemple à Perpignan de 400000 à 800000€, ce qui permet à la municipalité d'assurer, entre information et manipulation, son omniprésence dans tous les espaces de la ville.

Les budgets permettent aussi de rétribuer les prestataires amis, et de régler les dépenses en frais d'avocats pour les procès auxquels chacune des villes est confrontée depuis la prise du pouvoir municipal par l'extrême droite. Un exemple parmi d'autres : le 2 février 2025, le juge des référés a condamné la commune de Beaucaire – et donc ses administré.es – à payer la somme de 103 000 euros, suite au non retrait d'une crèche de la Nativité exposée dans des locaux municipaux.

«Identités», religions et discriminations

Une certaine idée de l'identité nationale

Les équipes en place affirment, chacune à sa manière, agir au nom de la défense de l'identité et des traditions locales.

A Beaucaire, désormais baptisée « Beaucaire en Provence », de nouveaux panneaux préviennent dès l'entrée de la ville : « Ici, on défend notre identité, notre drapeau, nos traditions, notre agriculture ».

Cette « identité » est quasiment réduite aux costumes provençaux, à la lavande et à la charcuterie... Béziers mettra en avant une image viriliste du rugby et la corrida, et Perpignan, la glorification du passé chrétien toutefois « débarrassé » de tout signe de catalanité.

Cette promotion de « l'identité » et des traditions révèle, en diffusant une conception figée et tronquée de l'histoire et de la culture locales, des enjeux politiques bien actuels. Ainsi, les manifestations à caractère patriotique (concours du balcon tricolore, retour de la Marseillaise au Conseil municipal...), rappellent la volonté des mairies d'extrême droite d'effacer l'Autre, au détriment d'une culture dynamique et métissée. Ces choix viennent étayer les discours ambiants à propos du « grand remplacement » et de la « submersion migratoire », mots marqueurs de l'extrême droite voulant attiser la peur des lendemains dans un monde devenu manichéen.

Une « tradition » catholique revendiquée

Cette vision du monde passe par la réaffirmation de l'identité chrétienne, ici catholique, des 3 villes, en valorisant (en actes et en paroles) certaines pratiques et célébrations, dont les processions et prières dans l'espace public.

Ainsi, à Beaucaire, la municipalité soutient financièrement les associations organisant des processions, le maire de Perpignan dote la ville d'un nouveau logo, inspiré par l'ancien blason de la cité à l'effigie de Saint Jean-Baptiste...

Leur conception de la laïcité atteint son paroxysme à l'occasion de l'installation, dans l'enceinte ou à proximité des trois mairies, d'une crèche de Noël. Mais ce n'est que la partie émergée de l'iceberg ! Le maire de Beaucaire décide par exemple, dès 2018, d'abroger les repas de substitution dans les cantines les jours où des plats avec du porc étaient servis... (Débouté en 2024 par le Conseil d'État). Autant d'opérations qui cultivent une alliance avec la frange la plus conservatrice de la population en opposition à l'Islam, perçu comme une religion envahissante, dangereuse et destructrice.



Nostalgie...

Les municipalités de Beaucaire, Béziers et Perpignan partagent aussi un même narratif relatif à l'histoire de la présence coloniale en Algérie.

Dès son élection Louis Aliot proclame Perpignan « capitale des Français d'Algérie » et, poursuivant la tradition « Algérie française » de la mairie précédente, met les drapeaux en berne chaque 19 mars, date de la commémoration du cessez-le-feu en Algérie, débaptise des noms de rue, pour leur substituer par exemple celui d'un des fondateurs de l'OAS, Pierre Sergent, attribue une subvention de 100.000€ au cercle algérieniste, finance en 2022 trois jours de commémoration des 60 ans de l'exode des pieds-noirs...

A Béziers, le maire débaptise aussi la rue du 19 mars 1962, afin de « désigner l'ennemi », pour la renommer à la mémoire du commandant Hélie Denoix de Saint-Marc, l'un des officiers putschistes d'avril 1961. Il en est de même à Beaucaire, où la rue du 19 Mars 1962 est désormais dénommée « rue du 5 juillet 1962 », en mémoire du « massacre de centaines de civils européens et musulmans à Oran ».

La célébration et la réécriture du passé colonial, la réhabilitation des tueurs de l'OAS, participent à la diffusion dans l'espace public d'une idéologie qui contribue à banaliser la xénophobie et le racisme.

Discriminations

Ce climat n'est pas sans effet sur la relation entre les 3 municipalités et les populations d'origines maghrébine ou gitane : par exemple les marchands « maghrébins » voient leurs étals ou magasins, dans un souci de « dé-kebabisation », rachetés et cédés à des « personnes choisies » au nom du principe selon lequel « on ne veut pas de commerce bas de gamme ».

Un révélateur de cette « préférence nationale » se déroule à Béziers en 2023, où le maire refuse de marier un Algérien sous OQTF (Obligation de quitter le territoire français) avec sa fiancée française, au mépris des droits fondamentaux dont le droit au mariage inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Sécurité, police, surveillance et démocratie

Contre le prétendu laxisme ambiant, la question de la sécurité et de la tranquillité publique est présentée dans le programme électoral et les discours des édiles comme la priorité de leur mandat.

Police = sécurité ?

A Béziers, depuis 2014, l'effectif de la police municipale a été quasiment multiplié par quatre et le nombre de caméras est passé de 30 à 440, caméras dont certaines avec haut-parleurs pouvant réprimander un gamin qui joue au foot ! Même progression dans les autres villes. Perpignan est de ce point de vue la deuxième ville française en nombre de policiers municipaux rapporté au nombre d'habitants. Leur présence est essentiellement visible dans les centres villes, selon un mode, dixit les habitants, de « quasi apartheid ».

Cette logique sécuritaire a un coût. Elle se réalise au détriment des autres services municipaux... et n'est pas exempte de dérives, comme à Perpignan où les associations dénoncent les abus, les violences et divers contrôles au faciès. A Béziers, ces « bavures » ont entraîné la mort, en 2020, de Mohamed Gabsi, contrôlé par la police municipale pour non-respect du couvre-feu... Le procès n'a toujours pas eu lieu.

Démocratie versus autoritarisme

La logique répressive traduit à la fois la volonté « d'essayer de faire reculer les droits sans jamais se mettre hors la loi » mais aussi, de faire taire les oppositions. Ils n'hésitent pas pour écraser « toute voix discordante », comme à Perpignan, à poursuivre en justice pour « injure envers un corps constitué » une militante associative et politique de gauche ou, comme à Béziers, à diffuser des affiches de propagande à la médiathèque dont ils ont démis la directrice, ou encore à Beaucaire, en décembre 2024, à organiser une « votation citoyenne » contre la décision de justice demandant le retrait du hall de l'hôtel de ville de la crèche de la Nativité.

Et maintenant, que faire ensemble ?

Cette rencontre qui a réuni plus d'une centaine de participant-es a montré combien, dans l'ex Languedoc-Roussillon comme ailleurs, l'extrême droite cherche à imposer à pas cadencés un modèle de « frontisme municipal » qui est tout à la fois « un modèle de conquête et un modèle de gestion ».

Elle avance dans des configurations locales où des mairies de droite dite « décomplexée » sévissaient déjà et où les forces de gauche étaient minoritaires ou divisées.

En effet, si l'extrême droite naît des décombres de la crise socio-économique multiforme du libéralisme, elle prospère sur fond de désunion des forces de gauche.

Ce constat faisait dire à une des participantes « et encore ce n'est que l'échelon municipal, qu'est-ce que ça va être s'ils gagnent au niveau national ! ».

Alors, comment, dans ces conditions, éviter que les idées d'extrême droite n'imprègnent durablement les esprits, les mentalités, nos villes, nos régions, notre pays ?

Même si elles ne font pas la une de la presse locale, de nombreuses formes de résistances locales existent, souvent portées par le tissu associatif comme celles qui ont participé ou ont été évoquées lors de cette rencontre : Les ami-e-s de la Médiathèque Malraux de Béziers, la LDH de Beaucaire, En Vie A Béziers, le collectif des habitants de l'île de Thau, VISA (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) 66,

A Sète, notre Collectif est composé de 35 associations, syndicats, partis politiques, et de citoyen.nes qui ont décidé d'agir collectivement contre les idées de l'extrême droite.

Sans nous substituer aux alternatives politiques, nous poursuivrons à travers notre publication **La Vigie** la dénonciation de l'extrême droite notamment au sujet de l'imposture sociale qu'elle représente.

Nous contribuerons à élaborer des contre-argumentaires permettant de répondre aux discours racistes et discriminatoires.

Cette lutte unitaire ne doit pas être menée uniquement pendant les périodes électorales même si nous devons tout faire pour que le RN ne dirige pas d'autres villes du département en 2026.

Il faut stopper l'extrême droite... parce que nous ne voulons pas de ce qu'elle fait déjà à Beaucaire, Perpignan et Béziers.

Pour la rentrée, Sète lutte contre l'extrême droite prépare d'autres rendez-vous.



07 juin 2025



Brebis galeuses

Nauséabond

Les messages sont partis au lendemain des heurts qui ont suivi la victoire du PSG en Ligue des Champions.

Un vrai concours d'abjections : « *Toujours la même couleur* » ; « *Je vois là que des merdes ou des animaux, pas des êtres humains. Où sont les bananes ?* » ; « *Bande de cafards, pire que des blattes* » ; « *Que des gris* » ; « *Pourritures de merde, vive le RN il est temps !* ». Des propos condamnés par la loi de juillet 1972.

Outre ces commentaires racistes, des appels au meurtre multiples : « *Une bonne rafale dans cette vermine* » ; « *Ça donne envie de tuer, on va finir par faire justice, il faudra pas s'étonner, ça va mal finir* » ; « *Faut les éliminer, c'est des nuisibles* » ; « *Tir à vue et si pas suffisant, lance-flammes* » ; « *Exercice de tir à balles réelles sur cibles mouvantes* » ; « *Il faut une guerre civile pour éradiquer cette vermine* ».

Ces propos nauséabonds cités par le média en ligne *Les Jours* provenaient du groupe Facebook « Jordan Bardella », groupe officiel du RN, pourtant supervisé par 36 administrateurs ou modérateurs, tous issus du RN, qui auraient pu (dû) freiner ces ardeurs répugnantes. Parmi eux, deux députés du RN et deux de l'Union Des Droites (UDR), formation d'Eric Ciotti, dont Charles Alloncle (Hérault), Stéphanie Blazy (Hérault) et Christophe Barthès (Aude).

Le 16 juin, Samuel Thomas, Président de la Maison des Potes (qui travaille au cœur des quartiers pour lutter contre les discriminations et réfléchir sur les thèmes de société et de la mixité sociale) a porté plainte contre 79 membres du groupe Facebook « Jordan Bardella » pour incitation à la haine et à la violence en raison de l'origine et pour injure à caractère raciste.

Une autre plainte a été déposée par le député LFI Thomas Portes sur la base de l'article 40, qui réprime l'appel au meurtre ; 15 députés sont mis en cause dont Julien Rancoule (Aude). Contacté par *Les Jours* pour en savoir plus, le groupe Facebook a pris sans délai des mesures aux allures de sauve-qui-peut : suppression de plusieurs publications, groupe Facebook rebaptisé « *Jusqu'à la victoire* » puis finalement mis en veille...



21%
des Françaises et Français ont des
parents d'origine étrangère

CONTREFEUX



Nouveaux fascismes – Ripostes syndicales

VISA – Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes – publie un nouvel ouvrage avec les Editions Syllepse. Un ouvrage indispensable pour mieux comprendre la progression de l'extrême droite partout dans le monde et les oppositions en particulier dans le monde du travail.

La Vigie a besoin de vous !

L'impression de la Vigie a un coût !

Tirée à 2 000 exemplaires, distribuée gratuitement, son financement est assuré grâce à vos soutiens et à la participation des organisations constituant ce Collectif.

Pour faciliter ce soutien, nous avons lancé une campagne de financement Hello Asso.

Cette campagne servira à couvrir tant la parution que l'organisation de divers événements (conférences, ciné-débats, formations).

Pour nous aider, vous pouvez au choix suivre ce lien,

<https://www.helloasso.com/associations/utopies-extraordinaires/collectes/soutien-a-la-vigie-journal-du-collectif-de-lutte-contre-l-extreme-droite> ou utiliser le QR code suivant.



MERCI par avance pour votre participation à ce combat contre l'extrême droite.

Comment nous contacter ?

Pour tout commentaire sur La Vigie, demande d'informations complémentaires, rejoindre le Collectif, contribuer aux divers groupes de travail dont le comité de rédaction (rédacteur, illustrateur, veille d'information, ...) n'hésitez pas à nous contacter :

setluttecontreextremedroite@proton.me

Recevoir La Vigie par voie numérique ?

Si vous souhaitez la recevoir par mail, demandez à être inscrit·e sur notre liste de diffusion.

Organisations sétoises membres du Collectif :

Associations et collectifs : Action des chrétiens pour l'abolition de la torture, Association de défense des marins abandonnés, Association France Palestine solidarité, Association Républicaine des Anciens Combattants, ATTAC, la Baraquette citoyenne, la Cimade, le Collectif Cessez-le-feu à Gaza, le Collectif de Lutte des travailleuses de l'art, Collectif Sète Terre d'Accueil, Droit Au Logement, Emmaüs Frontignan, Familles Laïques, Greenpeace Sète, la Libre Pensée, l'Ancre Journal, le Cyclo, les Amoureux de la Vie, les Bons Samaritains, le 51, Ligue des Droits de l'Homme, Mouvement pour la Paix, Nouvelle Page, Pastorale des Migrants, Remue Méninges, Rencontres citoyennes, Visites citoyennes du CRA de Sète, Welcome Thau
Syndicats : CGT, FSU **Partis politiques** : GSDS, L'Après 34, Les Ecologistes, LFI, NPA, PCF, Place Publique.

